

Débordée en mai 1940 par l'attaque allemande contre la France, la Suisse se retrouvera très vite encerclée par les puissances de l'axe. De profondes dissensions apparaîtront alors au sein des autorités fédérales et militaires. Dernier volet de notre dossier consacré à la Mob

Le temps des hésitations

9 avril 1940: l'invasion du Danemark et de la Norvège a mis fin à la drôle de guerre. Dotée d'un nouveau chef EMG, l'armée s'attend au pire: le 10 mai - attaque allemande à l'ouest - elle rappelle 250 000 permissionnaires: «Tant qu'un homme a encore une cartouche à tirer ou son arme blanche, il n'a pas le droit de se rendre», ordonne le général. Vent de panique: du 14 au 16 mai, plus de 20 000 Bâlois s'enfuient en Suisse romande. Le bulletin-météo est supprimé, puis rétabli avec mention obligatoire: «pour l'agriculture» (sic). La censure interdit de parler de manifestations de sympathie pour les réfugiés. Les socialistes demandent à entrer au Conseil fédéral, et l'Union syndicale suisse se débarrasse de Léon Nicole le stalinien. Le pays est déboussolé, et Berne se tait.

Le 24 juin, l'armée insiste: Berne doit s'opposer publiquement au défaitisme en crue. Aidés de Theodor Gut, officier de liaison DPR, les conseillers Etter, Minger et Pilet discutent jusqu'à minuit d'un message au peuple que Pilet rédigera seul et lira à la radio le lendemain. Ses collègues Etter et Celio liront, en traduction, ce texte dont le Conseil fédéral in corpore n'aura pas eu connaissance.

Maléfices et malentendus

Pilet y annonçait une démobilisation graduelle et parla du redressement indispensable, d'adaptation, du devoir de dépouiller le vieil homme de ses habitudes pépères, de renaissance intérieure et de décisions prises d'autorité, de contribution modeste à la restauration d'un monde disloqué...

Seule la presse socialiste réagit tout de suite négativement. A la Commission des pleins pouvoirs du National qui siégeait le 26 juin, les députés bourgeois étaient divisés. Lorsque l'un des leurs félicita chaleureusement Pilet, Gottlieb Duttweiler lui reprocha de prôner «un défaitisme pire que la cinquième colonne».

Bientôt, la presse bourgeoise retrouva son sens critique: après tout, la démocratie avait fait ses preuves. Quant à Berlin, on y accueillit le discours comme l'annonce d'une reorientation politique. Mais on s'aperçut bientôt que les paroles n'étaient pas suivies de faits - Pilet et la Suisse cessèrent de plaire. Le président avait aussi prédit la fonte des divergen-

ces partisans «dans le creuset de l'intérêt national». Les événements vont le démentir: troublés - comme beaucoup de patriotes - par le ton «aligné» de Pilet et par l'annonce d'une démobilisation, 37 officiers jurent d'aller jusqu'au coup d'Etat si le Conseil fédéral capitulait et en préparent le dispositif.

A l'opposé, le très galonné clan d'officiers germanophiles cherchait à se débarrasser de Guisan qui ne voulait pas d'une démobilisation hâtive. L'un des leurs ira jusqu'à tuyauter le représentant de Berlin dans ce but!

Pressions et réaction

Alors que la presse du Reich traîne notre pays dans la boue, son représentant à Berne recommande en privé à de hauts fonctionnaires suisses de se débarrasser de quelques rédacteurs bourgeois influents. Le 21 mai, ce diplomate «exige» d'un rédacteur en chef un rectificatif immédiat. Le Reich ne «tolère» plus les expressions «inqualifiables» de nos journaux. Et notre chef de mission à Berlin d'appuyer ces pressions qu'à Berne, Pilet comprend! Mais comme rien ne bouge, l'attaché de presse nazi se rend, le 9 juillet, chez le propriétaire-éditeur du



Le général Guisan (qu'entourent ici les membres du Conseil fédéral parmi lesquels, troisième depuis la gauche, Pilet-Golaz): non à une démobilisation hâtive. Photo Weltwoche

Bund et exige - menaces à l'appui - le renvoi de son rédacteur en chef. L'éditeur étant aussi président du conseil de l'ATS, l'Allemand y propose également un changement. L'éditeur faiblit

d'abord (ce que le livre du centenaire de Bund tait pudiquement). Mais on apprend que d'autres feuilles bourgeoises sont visées aussi. Alors l'éditeur - soutenu par sa rédaction et par ses collègues - se ressaisit. La précipitation germanique a réussi à alerter la presse et le monde politique: après les rédacteurs indésirables, on remplacerait les professeurs, le général, le Gouvernement? Halte-là! Désormais, il suffira qu'un Suisse soit attaqué par Berlin pour le rendre irremplaçable.

Le général intervient

On cacha l'affaire des rédacteurs au public. Mais la harangue du général, le 25 juillet au Rütli, fut entendue et comprise de tous. Guisan ayant parlé sans manuscrit, on ne connaît pas son texte exact. Mais on sait que ses paroles mirent fin à une période d'incertitude, à un long cauchemar. Le Réduit était né, la Suisse allait se défendre résolument. Dans le camp germanophile, on accusa le coup, et Berlin fronça le sourcil. Inquiet, Pilet s'empresse de mander à notre légation à Berlin que l'ordre du jour de Guisan était «avant tout un geste symbolique, ayant malheureusement donné naissance à des bruits fantaisistes». Quant à la non-démobilisation, elle était

Bibliographie

Rapport du Conseil fédéral sur le régime de la presse suisse, 1939/45, *Feuille fédérale* 2/1947. Documents diplomatiques suisses, t. 10, Benteli. Penser Suisse, *Armée et Foyer* 1941. Félix Bonjour, *Souvenirs d'un journaliste*, t. 2, Payot. Edgar Bonjour, *Histoire de la neutralité suisse*, t. 3 à 9, La Baconnière. Daniel Bourgeois, *Le IIIe Reich et la Suisse*, 1933/41, La Baconnière, ainsi que *L'image allemande de Pilet-Golaz*, *Etudes et Sources* 4/1978, et *La presse suisse pendant la 2e guerre mondiale*, *Formation continue des journalistes*, 1983.

Willi Gautschi, *Biographie General Guisan*, à paraître en octobre, *Neue Zürcher Zeitung*. Oscar Gauye, *Le général Guisan et la diplomatie suisse*, 1940/41 et *Au Rütli*, 25 juillet 1940, *Etudes et Sources*, 4/1978 et 10/1984.

Christoph Graf, *Zensurakten aus der Zeit des 2. Weltkrieges*, *Archives fédérales* 1979. Max Grütter, *Hundert Jahre «Der Bund»*, *Bund*. Georg Kreis, *Zensur und Selbstzensur*, *Huber*, *Auf den Spuren von La Charité et, avec Herbert Lüthy*, Juli 1940 - die Aktion Trump, *tous deux chez Helbing & Lichtenhahn*.

André Lasserre, *Armée et Foyer* 1939/45, *Revue d'histoire de la 2e guerre mondiale*, 130/1983. Jacques Meurant, *La presse et l'opinion de la Suisse romande... 1939/41*, *La Baconnière*. Marc Perrenoud, «La Sentinelle» sous surveillance, *Revue Suisse d'Histoire* 37/1987. Denis de Rougemont tel qu'en lui-même, *Cadmos*, 33/1986 et, de Denis de Rougemont, *Journal des deux Mondes*, *Gilde du Livre*. A.P.



Dessin Martin Eberhard

A l'heure de la Mob, c'étaient encore des enfants. Dans quelle mesure leurs souvenirs ont-ils subi la distorsion du temps ?

Le témoignage de Georges G., à Bulle

Fatalité

«Pour moi, le principal événement de 1939 s'articule autour de la vie scolaire. Les enfants de mon âge (j'avais 11 ans) fréquentaient deux collèges à Bulle. Or, dans l'un d'eux au moins, on stockait du matériel. Quoi exactement, je ne le sais pas. Peut-être préparait-on des cantonnements pour la troupe. Mais, quoi qu'il en soit, cette situation entraînait une pénurie de locaux. D'autre part, sitôt la Mob décrétée, de nombreux maîtres ont abandonné leur classe. De sorte que les cours étaient assurés vaillamment que vaillamment, une semaine le matin et une semaine l'après-midi. Au pupitre, face à des effectifs qui atteignaient alors 35 ou 40 élèves, les institutrices remplaçantes – beaucoup de femmes avaient rempli! – faisaient preuve d'une évidente bonne volonté, mais sans jamais évoquer l'actualité.

»Pour un gosse, évidemment, toutes ces demi-journées de libre étaient bonnes à prendre. Je me rappelle même que nous avons chanté à tue-tête l'hymne national lors de la visite du Général, dans le courant de l'été, sur la place du Marché. A n'en pas douter, la perspective d'un congé supplémentaire nous avait gonflé les pectoraux, bien davantage que les valeurs patriotiques nous avaient stimulés. D'ailleurs, personne ne paniquait, on se fichait plutôt de ce qui arri-

vait. On savait que la guerre était déclarée mais sans mesurer l'exacte portée des faits. Après tout, dans mon esprit comme dans celui de mes camarades, la Suisse n'était pas encore directement impliquée, ce qui constituait une sorte d'avantage stratégique.

»Dans ce contexte, certains détails n'ont cependant pas manqué de me frapper. Ainsi en était-il des mesures d'obscurement. La PA patrouillait constamment dans la ville. Et mon père, qui était mécanicien aux chemins de fer, rentrait volontiers tard le soir. D'où parfois des rais de lumière intempestifs à des heures indues. Eh bien, plusieurs fois, les gars de la PA sont venus frapper à notre porte pour nous demander d'éteindre. On disait même qu'ils pouvaient vous mettre à l'amende. Dans les rues, le scénario était identique. Les passants se baladaient tous avec une torche bleutée, de la même couleur que les ampoules des candélabres ou les phares des voitures. Nous ne sortions pas beaucoup, certes, mais je me rappelle une atmosphère plutôt bon enfant, à peine entrecoupée de quelques alarmes.

»La mise sur pied de l'armée précipita un peu les choses. Si plusieurs de mes copains assistèrent au départ de leur père, j'avais, moi, la chance de garder le mien à la maison. Il m'expliqua simplement qu'il devrait travailler plus, effectuer des transports de matériel et de troupe la nuit. Et je ne sais plus très bien dans quelles circonstances un officier vint une fois dormir chez nous. Outre le placardage des affiches et l'effervescence qui s'ensuivit, je me souviens aussi de toutes les mesures de rationalisation qui modifièrent soudainement notre environnement économique. Bon, à la campagne, nous n'avions pas trop à nous plaindre. On mangea du pain de pomme de terre et on but du café de fève. Plus spectaculaire: les bus se mirent, eux, à rouler au gaz de bois. Avant de partir, les chauffeurs remplissaient d'énormes chaudières situées à l'arrière de leur véhicule. Et, pour le voyage, ils empilaient des bûches sur le toit.

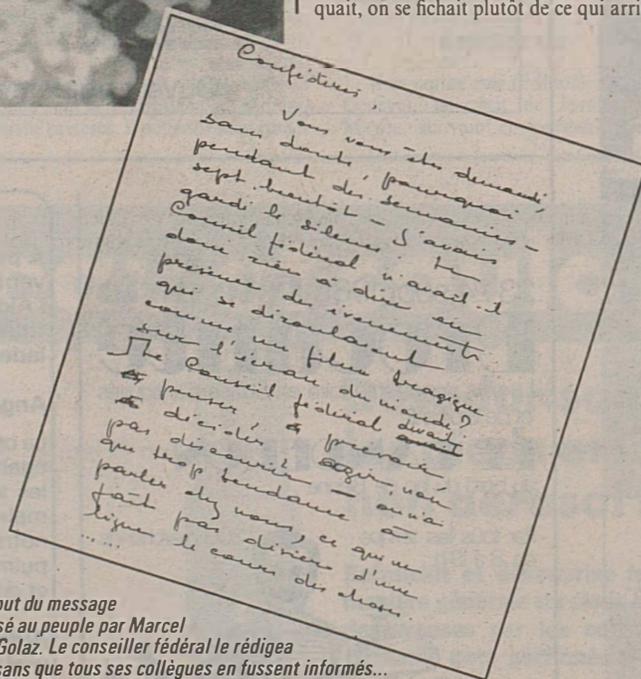
»Je crois finalement qu'à l'instar de mes petits camarades j'ai vécu cette période avec beaucoup de fatalisme. Les morts dont on entendait parler ne constituaient pas un phénomène traumatisant. En quelque sorte, pour un gosse, leur destin s'arrêtait là, aux chiffres forcément abstraits que donnait le speaker de la radio. Si elles avaient existé, les images de la TV auraient sans doute profondément changé notre manière de percevoir les événements. Or, nous nous contentions de rêver la guerre. En toute bonne conscience comme lorsque nous confectionnions des bombes avec des boîtes de carbure vides. Il s'agissait de récipients en fer-blanc de forme conique à l'intérieur desquels nous glissions une allumette, histoire de propulser le bouchon en direction de l'équipe adverse...»

Propos recueillis par Joël Guillet

le fait de problèmes économiques, du chômage.

Le 3 août (télégramme secret 153) notre diplomate à Berlin – amplificateur permanent des humeurs nazies – fait savoir à Pilet que le Reich est fâché contre le général: «Il faut s'attendre à des mesures» et on dit «avoir trouvé en France des documents chargeant le commandement de l'armée». Les Français avaient promis de détruire les preuves d'une entente franco-suisse en cas d'invasion de la Suisse. Les Allemands les avaient trouvées. Est-ce pour cela que Guisan proposa, peu après, l'envoi d'une mission de haut niveau à Berlin?

Inquiet et «arrangeant», Pilet (qui crut jusqu'à fin 1942 à une victoire probable de l'Allemagne) télégraphia le 4 août à son diplomate à Berlin: «Pouvez-vous laisser prévoir démobilitation très prochaine de plusieurs divisions d'élite». Notre diplomate répond le 10 août que Berlin rend «responsable le Conseil fédéral de tous les excès qui se produiraient suite aux déclarations du général». Pilet – qui devrait recevoir les diplomates allemand et italien à Berne – prolonge ses vacances et délègue son devoir à ses collègues Etter et Minger. Les 10 et 14 septembre, il recevra pourtant les délégués du Mouvement national suisse nazifié et omettra d'informer ses



Le début du message adressé au peuple par Marcel Pilet-Golaz. Le conseiller fédéral le rédigea seul, sans que tous ses collègues en fussent informés...

collègues du second entretien avec le traître Max L. Keller contre qui le Ministère public enquêtait pourtant. Gottlieb Duttweiler réclama immédiatement la démission de Pilet. Sans succès, mais le MNS sera interdit le 11 novembre 1940: une gifle pour Pilet-Golaz.

Rétrospectivement, l'historien Her-

bert Lüthy qualifia la Suisse de l'été 1940 de «pays sans figure de proue, sans guide ni père». La harangue du général au Rütli mit heureusement fin à cette grave déficience.

Alec Plaut
FIN

Voir Construire du 26 juillet, des 2, 9 et 30 août, du 5 septembre.